



PRÉFÈTE DU PAS-DE-CALAIS

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES ET DE LA MER
SERVICE EAU ET RISQUES
POLICE DE L'EAU

ARRETE FIXANT DES PRESCRIPTIONS PARTICULIERES
CRÉATION D'UNE CANALISATION D'ADDUCTION D'EAU BRUTE ENTRE
L'USINE DE TRAITEMENT DE CARLY ET LA CANALISATION
EXISTANTE AU SUD DE LA LIANE

COMMUNE DE CARLY

La Préfète du Pas-de-Calais
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU la Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;

VU le Code de l'Environnement, notamment ses articles L.211-1 à L.211-7-1, L.214-1 à L.214-6 et R.214-1 à R.214-56 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 29 janvier 2015 portant nomination de Mme Fabienne BUCCIO en qualité de préfète du Pas-de-Calais (hors classe) ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2015 portant délégation de signature à M. Marc DEL GRANDE, Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin Artois-Picardie approuvé le 20 novembre 2009, et plus particulièrement ses dispositions 37 et 40 ;

VU le Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau du Bassin côtier du Boulonnais, approuvé le 09 janvier 2013 ;

VU le dossier de déclaration au titre de l'article L.214-3 du Code de l'Environnement, déposé au Guichet Unique de la Police de l'Eau le 17 avril 2015 et complété le 07 septembre 2015, par VEOLIA ;

VU le récépissé de déclaration du 3 décembre 2015 ;

VU le porter à connaissance du pétitionnaire du 5 novembre 2015 du projet d'arrêté statuant sur sa demande et lui accordant un délai de 15 jours pour présenter ses observations par écrit, directement ou par mandataire ;

VU l'absence de réponse du pétitionnaire ;

Considérant que le dossier a pour objectif d'augmenter la capacité de production du captage de Molinet de façon optimale pour répondre aux besoins en eau potable des usagers ;

Considérant que l'impact de ces travaux sur la ressource en eau et les milieux aquatiques a été évalué et que des mesures d'accompagnements sont mises en œuvre ;

Considérant que les travaux de pose de canalisation en cours d'eau risque d'occasionner un départ de matière en suspension important et que, de fait, des prescriptions particulières sont nécessaires afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du Code de l'Environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais et du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais ;

ARRETE

ARTICLE 1 : CONDITIONS GENERALES

La société VEOLIA EAU – Société des eaux du Boulonnais siégeant au 86, boulevard Chanzy à BOULOGNE-SUR-MER (62 321) réalise les travaux relatifs à la création d'une canalisation d'eau brute à CARLY conformément au dossier de déclaration, sans préjudice des dispositions résultant des prescriptions particulières fixées par le présent arrêté.

Les rubriques de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du Code de l'Environnement concernées par ces travaux sont les suivantes :

<i>Rubriques</i>	<i>Intitulé</i>	<i>Régime</i>
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau : 1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (Autorisation) 2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (Déclaration)	Déclaration
3.1.5.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens, ou dans le lit majeur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères de brochet : 1° Destruction de plus de 200 m ² de frayères (Autorisation) ; 2° Dans les autres cas (Déclaration).	Déclaration

ARTICLE 2 : Caractéristique du projet

La canalisation traverse la Liane par passage en souille. L'écoulement normal des eaux est maintenu durant les travaux (10 heures). Aux termes des travaux réalisés dans la Liane, les berges de ce cours d'eau seront consolidées par 15m de fascines végétales.

La tranchée réalisée en zone humide et son comblement sont réalisés au fur et à mesure de l'avancement du chantier. Les terres végétales issues des travaux sont réintroduits lors du comblement et le surplus des terres est évacué hors zone humide, hors zone inondable.

Il présente les caractéristiques suivantes :

- longueur impactée : 600m pour les travaux en zone humide et 18 m pour les travaux en rivière
- largeur : 1m
- profondeur minimale : 1 à 1,5 m pour les travaux en zone humide
- creusement du lit de la rivière sur 60 cm
- fascines végétales : 15 m

ARTICLE 3 : CONDUITE DU CHANTIER

Période de réalisation des travaux

- Les travaux impactant le lit mineur sont réalisés entre le 15 juin et le 15 octobre d'une même année afin de prévenir toute atteinte aux déplacements des espèces piscicoles, à leur reproduction et au développement des juvéniles.
- Le pétitionnaire (ou son mandataire) prévient le service de police de l'eau du démarrage des travaux et lui transmet un calendrier prévisionnel d'exécution dans un délai d'une semaine avant le commencement des travaux. Il l'avertit, le cas échéant, des interruptions ainsi que de la fin du chantier.

Pollution

- Les installations de chantier sont éloignées au maximum du cours d'eau et situées hors zone inondable.
- Le stockage des produits polluants (huiles et carburants) est interdit à proximité du chantier. Il est établi sur des emplacements réservés étanches, et sur rétentions, en dehors du lit majeur.
- Les engins, et notamment les circuits hydrauliques, sont vérifiés avant le début du chantier, de manière à éviter les fuites. Leur entretien (vidanges, etc) est interdit sur le chantier.
- Pendant l'exécution des travaux, toutes les précautions sont prises pour empêcher les rejets et les ruissellements polluants au cours d'eau (engins mécaniques, matériel de battage, aire de stockage, etc.) et pour limiter la mise en suspension des sédiments. Un plan de prévention est mis en œuvre en cas de pollution accidentelle durant la phase chantier. L'entreprise avertit au plus vite le service chargé de la police de l'eau et prend les mesures nécessaires pour limiter l'étendue de la pollution et éviter qu'elle ne se reproduise : mise en place de barrage flottant et utilisation d'une pompe, prélèvement des terres souillées et évacuation vers une filière d'élimination adaptée.
- Toutes les précautions sont prises pour empêcher une quelconque pollution des eaux souterraines.
- Les matériaux mis en œuvre ne doivent pas altérer la qualité de l'eau du cours d'eau.
- Des dispositifs filtrants de type bottes de paille sont mis en place pour toute opération à même de générer un départ de matières en suspension en aval dans le cours d'eau.

- L'utilisation d'huiles biologiques biodégradables est préférée à toute autre utilisation de lubrifiant en phase travaux.
- En fin de chantier, il est procédé à la remise en état et au nettoyage du site.

Surveillance du chantier

- Le chantier est placé sous la responsabilité d'un chef de chantier qui veille à la bonne réalisation des opérations et au respect des prescriptions du présent arrêté.
- Pendant l'exécution des travaux, toutes les précautions sont prises pour ne pas provoquer d'inondation ou aggraver la vulnérabilité des autres occupants de la zone au regard des risques d'inondation.
- Une surveillance constante est nécessaire durant toute la phase travaux. Des moyens d'intervention doivent être disponibles, à tout moment, pour permettre un retrait rapide des installations pouvant être soumises au risque d'inondation ou susceptibles d'augmenter ce risque.
- En cas de nécessité, le pétitionnaire prévoit des mesures de pêche de sauvegarde et alerte, dans le même temps, la Fédération Départementale des Associations Agréées de Pêche et de Protection des Milieux Aquatiques du Pas-de-Calais, l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques et la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais.

ARTICLE 4 : DELAI D'EXECUTION

Les travaux mentionnés au présent arrêté sont exécutés avant le 15 octobre 2016.

Le pétitionnaire (ou son mandataire) informe le service chargé de la police de l'eau de la fin des travaux, dans les 15 jours qui suivent leur réalisation, et lui transmet les plans de récolement.

ARTICLE 5 : MOYENS DE CONTROLE

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques ont libre accès aux installations, dans les conditions fixées par le Code de l'Environnement. Ils peuvent demander la communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

ARTICLE 6 : AUTRES REGLEMENTATIONS

Le propriétaire de l'ouvrage est tenu de se conformer à tous les règlements existants.

ARTICLE 7 : DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

ARTICLE 8 : PUBLICITE

L'arrêté énumérant les principales prescriptions auxquelles l'ensemble des ouvrages est soumis et une copie du récépissé seront affichés en mairie de CARLY pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins de Monsieur le Maire.

Il sera mis à disposition du public sur le site Internet des services de l'État dans le Pas-de-Calais pour une durée minimale de 6 mois.

Un exemplaire du dossier de déclaration sera mis à disposition du public en mairie de CARLY.

ARTICLE 9 : DELAI ET VOIE DE RECOURS

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent à compter de sa publication au recueil des actes administratifs, dans un délai de deux mois par le pétitionnaire, et dans un délai de un an par les tiers.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande.

ARTICLE 10 : EXECUTION

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, Monsieur le Maire de la commune de CARLY, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société VEOLIA EAU – Société des eaux du Boulonnais et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Sous Préfet de BOULOGNE-SUR-MER
- Monsieur le Maire de CARLY
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais (GUPE)
- Monsieur le Chef du Service Départemental de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques du Pas-de-Calais
- Monsieur le Président de la Fédération Départementale des Associations Agréées de Pêche et de Protection des Milieux Aquatiques du Pas-de-Calais
- Monsieur le Président de la CLE du SAGE du bassin côtier du Boulonnais

ARRAS, le 03 DEC. 2015

Pour la Préfète
le Secrétaire Général

Marc DEL GRANDE